

Le 5 juin, c'est dans la rue que nous devons exprimer notre volonté de rompre avec la politique ultra-libérale de ce Gouvernement et s'opposer à son offensive contre la sécurité sociale. Le projet du Gouvernement est une regression sans précédent qui n'est ni négociable ni amendable.

Tous dans la rue pour la Sécu, le 5 juin



Malgré le désaveu qui lui a été infligé aux dernières élections, le Gouvernement Raffarin entend poursuivre son entreprise de démolition de la protection sociale et maintient son calendrier. La loi sur la "nouvelle gouvernance" devra être bouclée pour juillet. Le gouvernement, fort d'un "diagnostic partagé", comme pour les retraites, nous matraque ainsi quotidiennement de contre-vérité.

La sécu dans le trou

Des propos alarmistes sont répandus à propos du fameux trou "abyssal" de la sécu. C'est le prétexte utilisé pour remettre en cause fondamentalement les principes de la sécurité sociale et préparer au mieux les esprits aux restrictions programmées des dépenses

remboursées. Pourtant ce déficit (8 %) est à relativiser comparé à celui de l'Etat (20 %).

La vérité, c'est que la Sécu est pillée par les patrons et l'Etat (exonérations de cotisations, dettes de l'Etat, non déclaration des accidents du travail...), qu'elle est victime du chômage et des bas salaires. La part des profits dans la richesse créée (la valeur ajoutée) a gagné 10% au détriment des salaires (directs et cotisations). Et l'exemple du moment, c'est Sanofi Synthelabos qui a pu mettre 56 milliards d'euros (soit 5 fois le fameux trou) pour la fusion avec Aventis !

Une privatisation camouflée de la Sécu

Le pivot des mesures gouvernementales est la mise en place d'un nouveau mode de gestion de l'assurance maladie (dite "nouvelle gouvernance"). Les différents régimes d'assurance obligatoire, les mutuelles et les assureurs privés, seront regroupés au sein d'une Union nationale. Ils se partageront ainsi le contrôle, la gestion de la sécu et décideront du périmètre de soins remboursables par les régimes de base et complémentaires (appelé aussi "panier de soins"). La caution scientifique au déremboursement de certains soins ou thérapeutiques est donnée à travers la création d'une Haute autorité de santé.

Cette nouvelle gouvernance, en introduisant les assurances privées dans la gestion, est une porte ouverte à la privatisation partielle de l'assurance maladie.

Un déficit créé de toute pièce

Il est bon de rappeler quelques chiffres jamais présentés par le Gouvernement ou les médias:

- en 2003, les exonérations de cotisations patronales s'élèvent à 20,34 milliards d'euros dont 2,1 milliards non compensés par l'Etat ;
- les dettes patronales à la sécurité sociale pour la seule année 2003 sont de 1,9 milliard dont 3/4 ne sont pas recouvrées ;
- l'Etat doit au total 16 milliards prélevés sur le tabac, l'alcool, assurance auto et industries polluantes ;
- la non déclaration par les employeurs des maladies professionnelles et accidents de travail coûtent 15 milliards ;
- 100 000 chômeurs = un milliard en moins de recettes ;
- 1% d'augmentation de tous les salaires apporterait 3 milliards à la Sécu.

Le "prétendu déficit" n'est en effet rien d'autre qu'une conséquence de choix politiques qui visent à ne pas faire correspondre les recettes avec les dépenses.

Les assurés vont encore trinquer

Après les déremboursements de médicaments, l'augmentation du forfait hospitalier, la fin de la prise en charge à 100% de soins pré et post-opératoires, entraînant une forte augmentation du tarif des mutuelles et assurances privées, ce sont les assurés qui vont devoir encore trinquer.

Le Gouvernement, faisant de la "responsabilisation" le maître mot de sa réforme, annonce de nouvelles mesures de déremboursement et une franchise d'un euro qui sera versée pour chaque consultation. Mesure dite symbolique, mais on sait ce qu'il est advenu du forfait hospitalier, qui en 83, était aussi introduit de la même façon. Depuis il n'a pas cessé d'augmenter !

Parallèlement il n'est surtout pas question de faire payer un sou de cotisation sociale en plus aux patrons, de s'attaquer aux profits considérables des trusts pharmaceutiques ou de remettre en cause le paiement à l'acte des médecins libéraux, pourtant source d'inflation dans les dépenses de santé. Par contre, l'augmentation de la CSG pour les retraités sera retenue.

La santé : un marché juteux

Dans la logique libérale, l'objectif n'est pas en réalité de limiter les dépenses de santé mais seulement celles remboursées par l'assurance obligatoire et les cotisations sociales. Pour le reste le client est "roi" et peut tout s'offrir pourvu qu'il ait les moyens de payer. Ainsi, la réforme proposée est le pendant exact de la réforme des retraites du printemps 2003. Limiter au minimum la couverture sociale solidaire, pour contraindre ceux qui peuvent à l'assurance individuelle avec pour conséquence, une partie de la population, la plus précarisée, qui renoncera encore un peu plus aux soins.

Des alternatives existent

En 1945, le pays était ruiné et détruit et pourtant on a pu construire la Sécu. Aujourd'hui on voudrait nous faire croire qu'on aurait plus les moyens de garantir

le droit élémentaire à la santé alors que le pays est dix fois plus riche !

Des solutions existent : la fin des exonérations, le développement d'une véritable politique de l'emploi avec des salaires décents, une politique de santé basée sur le développement de l'éducation sanitaire, la prévention, l'aménagement du territoire, l'amélioration des conditions d'existence et de travail. Il ne s'agit pas de gérer un système qui secrète ses propres impasses mais bel et bien d'imposer un véritable changement pour la satisfaction de nos besoins : c'est un choix de société.

Le 5 juin, toutes et tous dans les rues

La préservation mais aussi l'amélioration (par de meilleurs remboursements) de notre système solidaire de sécurité sociale doivent être imposées au Gouvernement mais pour cela, la détermination du mouvement social doit être à la hauteur de celle du Gouvernement et du patronat qui veulent nous imposer ce nouveau recul social majeur.

Pour gagner, il n'y a donc pas d'autres voies que la lutte et par le développement partout de collectifs unitaires de défense de l'assurance maladie.

Pour la Fédération Sud, le projet du Gouvernement est une régression sans précédent, ni négociable, ni amendable. C'est pourquoi, elle appelle l'ensemble des salariés du secteur sanitaire et social à participer massivement aux manifestations décentralisées du samedi 5 juin.

Cette première étape doit être un succès et marquer le début d'une mobilisation d'ampleur. D'ores et déjà le débat sur une grande manifestation nationale (type école publique) doit être posé. Ce gouvernement illégitime et son offensive contre la sécu n'autorisent aucune trêve sociale.

Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
2 rue Henri Chevreau - 75020 Paris
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet : www.sud-sante.org

Paris, le 18 mai 2004

